



Julia Goddard/LA TROMPETTE

Troisième—et quatrième—mandat de Barack Obama

Les problèmes qui affligent l'Amérique et détruisent la nation ne sont pas les erreurs d'un président sénile. Ce sont les succès d'un président fantôme malveillant.

- Stephen Flurry
- [13/12/2023](#)

L'homme qui dirige actuellement les États-Unis d'Amérique est Barack Obama. Certaines personnes s'éveillent à ce fait et le déclarent à haute voix—enfin. La *Trompette* a mis en garde contre cet homme et ses motivations depuis plus d'une décennie. Mais même maintenant, il est sous-estimé et plus dangereux que les gens ne le réalisent.

« Personnellement, je pense que c'est Obama qui dirige l'administration, pas Joe Biden. » Obama « dirige en coulisses ». Joe Biden est « l'avatar présidentiel » d'Obama. Obama « n'a même pas besoin de décrocher le téléphone car tous ses collaborateurs sont déjà à la Maison Blanche ». « Joe Biden ne dirige pas cette partie de son administration. C'est Obama qui s'en charge. » Obama « dirige la Maison Blanche et Biden en est la marionnette ». Les fonctionnaires du département de la Justice ne « protègent pas Biden, ils protègent Obama ». Les Américains « vivent le troisième mandat de Barack Obama ».

PT_FR

Ce sont des déclarations récentes de Newt Gingrich, Maria Bartiromo, Lee Smith, David Garrow, David Samuels, Carole Lieberman, Ben Domenech et du *Dan Bongino Show*.

M. Biden est le président des États-Unis certifié par le Congrès. Son portrait figure dans les livres d'histoire. Il est l'invité d'honneur des événements auxquels il participe, même s'il plaisante sur le fait qu'il joue les seconds rôles par rapport à sa femme, à Kamala Harris ou à quelqu'un d'autre. Il est techniquement candidat à sa réélection, bien que sa campagne soit pratiquement inexistante.

Il est impossible de ne pas remarquer le déclin mental de cet homme. Il a passé 40 pour cent de sa présidence en vacances. Il apparaît souvent fatigué ou désorienté. Pourtant, à la Maison Blanche, les choses avancent. Des politiques impopulaires, autodestructrices et immorales sont imposées au détriment de la séparation constitutionnelle des pouvoirs et de l'équilibre des pouvoirs, sans parler des dizaines de millions de citoyens inquiets qui se retrouvent de plus en plus endettés et opprimés par quelqu'un ayant un réel pouvoir.

L'homme qui exerce ce pouvoir n'est pas celui qui se trouve à la Maison Blanche et dont les vulnérabilités mentales, physiques, politiques et criminelles sont aujourd'hui étalées au grand jour. C'est l'homme qui profite de ces vulnérabilités dans

les coulisses.

« J'avais l'habitude de dire que si je pouvais m'arranger pour avoir un substitut, un homme ou une femme de paille, ayant un écouteur à l'oreille, et que j'étais simplement dans mon sous-sol en jogging en train de regarder les choses, et que je pouvais en quelque sorte donner les mots, mais que quelqu'un d'autre faisait tous les discours et toutes les cérémonies, cela me conviendrait parce que je trouvais ce travail fascinant. » C'est ce qu'a déclaré Obama à l'humoriste Stephen Colbert en novembre 2020. Les gens en ont ri à l'époque, mais la *Trompette* a averti que c'était exactement ce qu'il allait faire ! Aujourd'hui, certains conservateurs se réfèrent à cette même citation et affirment qu'elle est passée de la fiction à la réalité.

Barack Obama, même après être devenu sans emploi présidentiel, a immédiatement utilisé les agences gouvernementales pour espionner et piéger son successeur, le président en exercice des États-Unis ! Il est resté à Washington, a saboté la présidence Trump, semble avoir aidé à initier une crise sanitaire mondiale, a presque certainement aidé à faire passer les changements électoraux qui en ont résulté, a falsifié l'élection de 2020 et a saboté les tentatives d'enquête et de mise en lumière de ce qui s'est passé pendant cette élection—y compris la manifestation du 6 janvier 2021 et les Américains qui sont *toujours en prison* en tant que prisonniers politiques à cause d'elle.

Le lieutenant-général Michael Flynn, ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, m'a récemment dit sur la *Trumpet Daily* : « Le 5 janvier 2017, [est] la date officielle du début du coup d'État mené par Barack Obama contre les États-Unis d'Amérique pour saper un président en exercice dûment élu des États-Unis d'Amérique, Donald J. Trump. Et nous voici en août 2023, et nous sommes toujours dans les affres de ce coup d'État. »

L'Amérique est toujours contrôlée par l'instigateur de ce coup d'État. Et maintenant, malgré le fait que les journalistes n'ont pas voulu couvrir les agissements de Barack Obama depuis qu'il a quitté la présidence, les gens se réveillent à ce que la *Trompette* a dit depuis le début.

Préparatifs de la bataille

Comme l'a noté M. Samuels dans son article du 2 août intitulé « *The Obama Factor* » (Le facteur Obama), les journalistes ont fait preuve d'un « remarquable manque de curiosité » à l'égard de Barack Obama. Cela l'a aidé à éviter de faire la une des journaux, en particulier au cours des deux dernières années, depuis la panique provoquée par le coronavirus, l'élection présidentielle irrégulière et l'installation de Joe Biden au poste de président. Mais au cours des derniers mois, des signes ont montré qu'il se préparait à se réaffirmer.

Après être retourné à la Maison Blanche et avoir ostensiblement éclipsé Biden en avril 2022, Obama s'est placé sous les feux de la rampe avant les élections de mi-mandat de novembre pour empêcher les républicains de gagner des sièges au Congrès, en faisant campagne pour les démocrates en Arizona, en Georgie, au Michigan, au Nevada, en Pennsylvanie et au Wisconsin, les six mêmes États qui avaient été marqués par des vols de voix flagrants lors de l'élection présidentielle de 2020. (Lors des élections de mi-mandat de 2022, l'Arizona a de nouveau connu des irrégularités de vote dans des districts majoritairement républicains).

Certains commentateurs ont déclaré qu'Obama avait sauvé les démocrates en s'adressant aux électeurs modérés et indécis et en évitant l'extrémisme de nombreux autres démocrates. *Mais ce n'est pas ce qu'Obama est réellement*. Il est bien plus extrême et bien plus destructeur !

Après avoir remporté les élections de mi-mandat, Obama aurait commencé à organiser « une poignée de réunions privées ce printemps, informelles mais longues, avec des groupes de démocrates de la prochaine génération », a rapporté *Politico* (22 juin). Les journalistes continuent à fournir peu de détails substantiels, mais il est certain que l'homme qui vit dans le manoir de Kalorama, évalué à 8 millions de dollars américains, a plus de pouvoir sur le parti et le gouvernement que celui qui vit à quelques kilomètres de là, à la Maison Blanche.

L'objectif d'Obama est de conserver la présidence l'année prochaine—par l'intermédiaire de Biden ou d'un autre moyen—et de gagner autant de sièges que possible au Congrès. Le *Washington Post* a rapporté qu'Obama avait rencontré Biden à la Maison Blanche le 27 juin pour une discussion privée sur les élections de 2024, au cours de laquelle il a souligné « son inquiétude quant au fait que Trump pourrait être un candidat plus redoutable que ne le pensent de nombreux démocrates » (2 août).

Obama a déjà combattu le Président Trump par le passé et le combat à nouveau avec des attaques juridiques et autres. S'il le faut, il volera les élections de 2024, comme il a volé celles de 2020. Comme l'a écrit Lee Smith le 7 août, cette réunion du 27 juin était « le moyen pour Obama de signaler qu'il a l'intention de terminer ce qu'il a commencé un jour avant que le Congrès a compté le vote du collège électoral confirmant la victoire de Trump en 2016 ».

Que ce soit par l'intermédiaire de Biden, de Kamala Harris, de Michelle Obama ou par d'autres moyens, Barack Obama s'efforce d'accomplir son *quatrième mandat* en tant que véritable force de son parti.

Coup d'État traître

Pour comprendre ce qu'Obama est en train d'orchestrer, il faut comprendre ce qu'il a fait dans un passé récent.

Le 5 janvier 2017, deux semaines seulement avant l'investiture de Donald Trump, le Président Obama a rencontré dans le

bureau ovale ses principaux responsables du renseignement : James Comey, directeur du Bureau fédéral d'enquête (FBI), John Brennan, directeur de l'Agence centrale de renseignement (CIA), James Clapper, directeur du renseignement national, Joe Biden, vice-président, Michael Rogers, directeur de l'Agence nationale de la sécurité (NSA), Susan Rice, conseillère à la sécurité nationale, et Sally Yates, vice-procureure générale. De quoi ont-ils discuté ? Comme l'écrit mon père dans *L'Amérique sous attaque*, « Ces hauts fonctionnaires, dirigés par Obama, élaboraient une stratégie pour poursuivre une enquête illégale sur le prochain président en exercice, qui serait leur propre patron ! C'est une trahison ! »

Le *lendemain*, la CIA a publié une évaluation des services de renseignement affirmant que le Président russe Vladimir Poutine avait aidé Trump à remporter l'élection. Cela a déclenché l'enquête de Robert Mueller et toutes les actions judiciaires ultérieures contre Donald Trump, et a permis de l'empêcher de remplir le mandat que lui ont confié plus de 60 millions d'Américains.

Ce n'était que le début de l'activité traître d'Obama. Cette réunion a déclenché un enchevêtrement de conflits politiques et juridiques qui ont poursuivi Trump tout au long de sa présidence. Ensuite, Obama a commis d'autres actes de trahison pour s'assurer que Trump n'obtiendrait pas un second mandat, le forçant ainsi à quitter ses fonctions.

En utilisant un réseau d'agents politiques et l'excuse de la peur du coronavirus, Obama et son équipe ont considérablement augmenté le nombre de bulletins de vote par correspondance et réduit considérablement la vérification des bulletins, ce qui lui a permis de voler l'élection à Donald Trump dans six États clés. Les gens ont vu ce qui se passait : un camion rempli de bulletins de vote traversant les frontières des États dans la nuit, des machines à voter vulnérables à la manipulation à la fois sur place et via Internet, des gens qui repoussaient les observateurs du scrutin et continuaient secrètement à compter, en accusant des fuites de conduites d'eau et d'autres excuses pour retarder le processus de comptage.

Peter Navarro, conseiller du Président Trump, a rédigé un rapport en trois parties détaillant les preuves de ce vol et a planifié avec l'ancien conseiller de Trump, Steve Bannon, d'empêcher Joe Biden de s'emparer frauduleusement du pouvoir. Le Congrès devait encore certifier que l'élection était légitime et juridiquement contraignante, et une centaine de membres sur 535 étaient prêts à présenter des preuves de fraude et à demander l'ouverture d'une enquête. Avec ces preuves sous les yeux du peuple américain et de ses représentants, le Congrès et en particulier le Vice-président Mike Pence pouvaient refuser de certifier l'élection problématique. Il s'agissait d'une stratégie légale, constitutionnelle et non violente.

L'ancien chef de la police du Capitole, Steven Sund, a récemment confirmé que le FBI avait tenu les agents de la police du Capitole dans l'ignorance des agitateurs connus qui avaient infiltré la manifestation contre la certification des élections, le 6 janvier 2021, au Capitole à Washington, D.C. Ils ont également bloqué le soutien de la Garde nationale pendant des heures. Il est convaincu que les responsables du renseignement étaient au courant d'un plan visant à provoquer des violences et qu'ils ont intentionnellement caché des informations dont les policiers avaient besoin.

Les sénateurs et les représentants ont commencé à débattre des irrégularités et des preuves à l'intérieur du Capitole le 6 janvier 2021. La violence a alors éclaté à l'extérieur. Les manifestants ont facilement pénétré dans le bâtiment. Tous les membres du Congrès ont été évacués et ont commencé à perdre leur sang-froid. La session reprend à 20 heures et 127 membres s'opposent à la certification du vote présidentiel de l'Arizona et 145 à celui de la Pennsylvanie. Mais ils ont été mis en minorité, les objections se sont effondrées, et à 3 h 44 du matin, Pence, qui avait lâchement refusé d'intervenir pour empêcher la certification, a annoncé que Biden avait gagné la présidence.

Les gauchistes radicaux se sont ensuite empressés de mettre Trump en accusation et de l'inculper pour les violences commises. Il s'agissait d'une tentative flagrante de le condamner et de l'empêcher de revenir à la présidence. Pourtant, il a été disculpé. La violence n'était pas la faute de Trump : c'était la *plan d'Obama*. Trump avait besoin d'un débat pacifique sur les preuves et les faits. Obama avait besoin d'une émeute.

Contrôler les médias

Le Président Trump a tenté d'utiliser sa plateforme sur Twitter pour avertir le peuple américain de ce qui se passait réellement lors du rassemblement « *Stop the Steal* » (arrêtez le vol) ce jour-là. Pourtant, Barack Obama contrôlait non seulement les agences de renseignement et les éléments clés de la manifestation, mais aussi les principales entreprises technologiques américaines.

C'était Michelle Obama qui, le 7 janvier 2021, a demandé à Twitter de bannir *définitivement* le président. Twitter a obéi dans les 24 heures. Il a bloqué le compte du Président Donald Trump, y compris toutes les publications antérieures, le coupant ainsi de ses 88 millions d'abonnés. (Biden, qui aurait reçu 81 millions de voix, n'avait que 20 millions d'abonnés).

L'entrepreneur en technologie Elon Musk, qui n'a jamais été un partisan de Trump, a qualifié de « folle » la décision de Twitter d'interdire un président en exercice. Il était tellement en colère contre cette décision et d'autres attaques contre la liberté d'expression qu'il a dépensé 44 milliards de dollars en octobre dernier pour acheter Twitter et de rendre public son code informatique de base afin que les utilisateurs puissent prouver par eux-mêmes comment les dirigeants de Twitter déterminaient ce qu'ils voyaient et comment ils limitaient la portée des contenus conservateurs.

En publiant des documents internes de Twitter, Musk et une équipe de journalistes indépendants ont prouvé que Twitter et d'autres entreprises de la Silicon Valley étaient essentiellement des filiales du FBI et d'autres agences fédérales. Mais Musk s'est abstenu de révéler qui était à l'*origine* de cet arrangement. Les faits, cependant, sont que Twitter a été créé en 2006 et est devenu populaire en 2007. Barack Obama est entré en fonction en 2008 et, à la fin de sa présidence en 2016, cette plate-

forme de réseaux sociaux était devenue une arme. Voici comment Lee Smith l'a résumée : « Une industrie qui englobe l'ensemble de la société, conçue pour façonner les élections et censurer, diffuser de la propagande, et espionner les Américains, n'a jamais été simplement une arme pour nuire à Donald Trump. Elle a été conçue pour remplacer la république » (*Tablet*, 5 janvier).

Entre sa prise de fonction en 2009 et le début du Printemps arabe en 2011, Obama avait pris le contrôle des agences de renseignement américaines et était en train de le faire avec les entreprises technologiques. Il a pu utiliser la CIA et le FBI pour accuser Trump d'avoir volé l'élection de 2016, alors qu'il se préparait lui-même à voler l'élection de 2020. Une fois cela accompli, il a utilisé son contrôle sur la Silicon Valley pour expulser Trump de Twitter, Facebook et d'autres plateformes.

Anciens élèves d'Obama

C'est Biden qui est entré à la Maison Blanche, mais « l'administration Biden » s'est rapidement avérée plus « Obamienne » que l'administration Obama.

Après l'investiture de Biden le 20 janvier 2021, d'anciens responsables d'Obama ont commencé à occuper des postes clés sous son autorité. Freddy Gray, rédacteur en chef du *Spectator USA*, a écrit que si les chefs de campagne d'Obama se plaignaient des acolytes de Clinton au sein de l'administration Obama, aujourd'hui « ce sont les responsables de la campagne de Biden qui rouspètent alors que l'équipe Obama revient en force » (28 novembre 2020).

Nombreux sont ceux, dont le directeur par intérim du renseignement national Richard Grenell, qui ont prévenu que Susan Rice (partie intégrante de la conspiration d'Obama du 5 janvier) serait une sorte de présidente fantôme qu'Obama utiliserait pour gérer Biden. Cette évaluation s'est avérée encore plus juste que ce qu'il craignait. En tant que directrice du Conseil de la politique intérieure de 2021 à 2023, Mme Rice a dirigé une équipe d'une douzaine de personnes depuis l'aile Ouest de la Maison-Blanche. *Politico* a rapporté que « l'étendue de son fief » était remarquable. Elle gérait un « portefeuille tentaculaire » allant du maintien de l'ordre et de la justice raciale à l'endettement des étudiants, en passant par l'immigration et les soins de santé. Mme Rice exerçait bien plus d'influence sur la politique intérieure des États-Unis que Biden ; le fait qu'elle ait démissionné de son poste le 26 mai peut donc indiquer qu'Obama prépare déjà l'arrivée d'une nouvelle marionnette.

Cependant, Mme Rice n'était pas la seule personne à s'occuper de Biden. Le secrétaire d'État Antony Blinken, la secrétaire d'État adjointe Wendy Sherman, la sous-secrétaire d'État aux affaires politiques Victoria Nuland, le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan, le conseiller adjoint à la sécurité nationale Jon Finer, la procureure générale adjointe Lisa Monaco et d'autres encore ont tous joué un rôle clé dans l'équipe d'Obama.

Les mêmes personnes qui vous ont apporté le Printemps arabe et l'accord sur le nucléaire iranien sont revenues pour vous apporter le désastreux retrait d'Afghanistan, et elles travaillent à un nouvel accord nucléaire officiel avec l'Iran et à une nouvelle opposition à l'État d'Israël (article, page 9). L'équipe d'Obama est simplement devenue plus audacieuse dans ses attaques contre l'Amérique, maintenant qu'elle peut utiliser Joe Biden comme bouc émissaire lorsqu'elle a besoin d'échapper à ses responsabilités.

La guerre juridique radicale

Obama est également à l'origine de la campagne judiciaire visant à empêcher Trump d'exercer ses fonctions. Il pourrait être impliqué dans la tentative du procureur de Manhattan Alvin Bragg d'inculper Trump de 34 crimes sur la base d'une irrégularité comptable normalement traitée comme un simple délit. Cependant, Obama est *certainement derrière* les tentatives du procureur spécial Jack Smith d'inculper Trump de 40 chefs d'accusation liés à la mauvaise manipulation de documents classifiés et de quatre chefs d'accusation liés aux manifestations du 6 janvier. Et il est *probablement derrière* les tentatives de Fani Willis, procureure du comté de Fulton, d'inculper Trump et 18 autres personnes de 13 chefs d'accusation liés aux efforts déployés pour dénoncer le vol d'élections en Georgie.

Smith, en particulier, est un fervent partisan d'Obama. Sa femme, Katy Chevigny, a fait des dons importants aux campagnes d'Obama et de Biden. Elle a été productrice de *Becoming*, un documentaire intime sur la vie, les espoirs et les aspirations personnelles de Michelle Obama. Smith est manifestement un procureur partial, plus intéressé à aider l'allié politique radical d'Obama, Merrick Garland, à écarter Trump du scrutin de 2024 qu'à rendre la justice.

La première inculpation de Trump a été conçue pour mettre en évidence le fait que Trump avait versé des pots-de-vin à une actrice de films pornographiques et pour occulter ce que la nation découvrait sur l'implication de Hunter Biden dans des réseaux de trafic d'êtres humains en Europe de l'Est. Le deuxième acte d'accusation de Trump portait sur le fait que ce dernier avait emporté quelques souvenirs chez lui—au moment même où la nation découvrait le trésor de documents classifiés de Joe Biden au Penn Biden Center. Les troisième et quatrième inculpations de Trump visent à dissimuler l'élection volée.

Cela rend les troisième et quatrième inculpations déposées par Smith les plus importantes. La troisième inculpation reproche à Trump d'avoir sciemment diffusé de fausses informations sur l'élection dans le but malveillant de déclencher une insurrection violente contre le gouvernement des États-Unis. La quatrième inculpation reproche à Trump et à 18 complices d'avoir incité les responsables de l'État de Georgie à envoyer de faux électeurs à Washington. Bien que fausses, ces accusations sont particulièrement significatives en raison du fait que le 14^e amendement de la Constitution américaine interdit à toute personne coupable d'insurrection contre le gouvernement des États-Unis d'exercer une fonction publique. L'objectif

d'Obama est d'empêcher le peuple américain de voter pour Trump en rendant *illégale sa* candidature.

Jonathan Turley, professeur de droit à l'université George Washington, a qualifié cette tentative d'empêcher Trump de se présenter aux élections en invoquant le 14^e amendement de « théorie constitutionnelle la plus dangereuse » qu'il ait entendue depuis des décennies. Si des candidats de l'opposition peuvent être exclus du pouvoir pour avoir remis en question la légitimité d'une élection, alors l'Amérique n'est plus une république constitutionnelle. C'est une technocratie despotique dirigée par les alliés d'Obama dans les domaines de la technologie, des médias, de la finance et de la politique.

Victor Davis Hanson a fait ce constat peu après la descente du FBI de Biden au domicile de Trump à Mar-a-Lago, le 8 août 2022. « Je ne pense pas que nous soyons encore une république », a-t-il déclaré. « Je dirais que nous sommes en train de passer à une démocratie radicale, et je veux dire par là que ce que n'importe qui veut faire n'importe quel jour, s'il a le pouvoir ou les votes, il le fait. Si vous voulez un mandat pour une certaine opération du FBI, vous pouvez trouver un juge et le faire. »

Cette description de l'Amérique d'Obama est choquante, mais elle est exacte. Le FBI a ciblé Trump à de nombreuses reprises. Le 9 août 2018, le FBI a perquisitionné le bureau de Michael Cohen, l'avocat de Trump. Le 4 mai 2021, le FBI a perquisitionné l'appartement de Rudy Giuliani, un autre avocat de Trump. Le 9 septembre 2022, le FBI a perquisitionné les domiciles de 35 des plus importants partisans de Trump, dont l'ancien stratège de Trump, Steve Bannon. Le 14 septembre 2022, le FBI a saisi le téléphone de Mike Lindell, un partisan de Trump qui tentait de révéler les fraudes électorales.

Un régime qui utilise des agents armés pour attaquer des opposants politiques est une dictature digne du tiers monde. Pourtant, c'est ainsi que fonctionne l'administration Obama. Vous obéissez au président fantôme ou vous en subissez les conséquences.

Affliction amère

Il faut voir ici la dimension spirituelle. Éphésiens 6 : 12 dit : « Car nous n'avons pas à lutter contre la chair et le sang, mais contre les dominations, contre les autorités, contre les princes de ce monde de ténèbres, contre les esprits méchants dans les lieux célestes. » La Bible est pleine de passages de ce genre.

Les fruits suggèrent fortement que le jeune Barack Obama a subi des influences maléfiques très tôt dans sa vie et qu'un esprit malveillant lui donne maintenant le pouvoir de déstabiliser l'Amérique. Satan est réel, et mon père montre dans *L'Amérique sous attaque* comment Satan donne à Obama le pouvoir de transformer fondamentalement l'Amérique en jetant par terre les vérités morales et juridiques (Daniel 8 : 12). Ce désastre est mis en évidence dans Amos 7 : 1-2, qui décrit l'Israël du temps de la fin (l'Amérique et la Grande-Bretagne principalement) comme « faible » à cause de cette attaque satanique. Cependant, Dieu promet également de libérer l'Amérique de cette calamité.

« Notre peuple a reçu les bénédictions du droit d'aînesse grâce au grand Abraham, le père des fidèles, qui a obéi et était prêt à sacrifier même son propre fils pour Dieu », écrit mon père. « Malheureusement, ils ont tourné le dos à Dieu et suivent le diable. Le désastre dont il est question dans Amos 7 : 1-2 est le premier mandat présidentiel de Barack Obama. Le verset 4 décrit son deuxième mandat présidentiel. Et *maintenant vous* pouvez ajouter à cela son troisième mandat dans lequel il est le maître des marionnettes du régime de Biden. Cela chagrine terriblement Dieu ! Obama a trop de pouvoir, et Dieu va devoir faire quelque chose. Il a déjà commencé à agir. »

L'administration Obama-Biden a volé les élections de 2020 en utilisant des bulletins de vote par correspondance frauduleux, mais la Bible prophétise le retour de Trump au pouvoir. Mon père explique que Trump est une version moderne du roi Jéroboam II, qui sauva Israël de la Syrie.

« Car l'Éternel vit l'affliction d'Israël à son comble et l'extrémité à laquelle se trouvaient réduits esclaves et hommes libres, sans qu'il y eût personne pour venir au secours d'Israël. Or l'Éternel n'avait point résolu d'effacer le nom d'Israël de dessous les cieux, et il les délivra par Jéroboam, fils de Joas. Le reste des actions de Jéroboam, tout ce qu'il a fait, ses exploits à la guerre, et comment il fit rentrer sous la puissance d'Israël Damas et Hamath qui avaient appartenu à Juda, cela n'est-il pas écrit dans le livre des Chroniques des rois d'Israël ? » (2 Rois 14 : 26-28).

Il y a six ans, Dieu a utilisé Trump pour sauver l'Amérique de l'administration radicale d'Obama qui cherchait à la transformer en dictature socialiste. Mais Obama est revenu en force. Ainsi, Trump devra donc se battre et faire la guerre pour récupérer le poste qui lui a été volé lors de l'élection de 2020. La stratégie procédurale « *Green Bay Sweep* » que l'équipe de Trump a tenté de mettre en œuvre le 6 janvier 2021 a été la première salve de ce combat, mais elle a été repoussée par les forces d'Obama. L'équipe de Trump devra redoubler d'efforts pour exposer au grand jour les vols électoraux flagrants.

Surveillez les déclarations de Trump, les rassemblements qu'il organise et les attaques que les gauchistes continuent de lancer contre lui. Nous croyons toujours au retour de Trump !